

« TENDANCES DE L'ORIENT »

L'Occident ne comprend que le langage de la force

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 27 SEPTEMBRE 2011

ENGLISH



Les Occidentaux tournent en farce le droit international

©UN Photo/Eskinder Debebe

La tendance générale

L'Occident ne comprend que le langage de la force

Le soutien accordé à Israël par l'Occident face à la demande déposée par les Palestiniens à l'Onu pour la reconnaissance de leur État est une preuve supplémentaire de l'hypocrisie de la communauté internationale concernant la cause palestinienne, depuis 1948.

La reconnaissance par les Nations unies d'un État palestinien virtuel est un gain moral et politique qui renforcerait la position diplomatique des Palestiniens face à Israël ; cet État spoliateur, protégé depuis sa création par le veto états-unien, lequel a neutralisé toutes les résolutions prises par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, empêchant ainsi toute enquête sérieuse sur les crimes qu'il a commis contre le peuple palestinien.

Cette protection états-unienne et européenne a bloqué tout débat sérieux dans les instances et les organisations internationales sur les politiques racistes dont sont victimes les Palestiniens sur leur terre natale, de la part du dernier État de la planète qui pratique encore une colonisation basée sur la discrimination et la séparation des races depuis la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud. Il ne faut pas oublier que le soutien de l'Occident à l'État hébreu a consacré les crimes perpétrés par les organisations terroristes sionistes qui ont déraciné un peuple, volé sa terre et tenté de le faire disparaître politiquement et physiquement avec l'aide du colonisateur britannique qui occupait la Palestine.

L'Occident peut se vanter d'avoir poussé au défaitisme la direction palestinienne officielle ainsi que la plupart des États arabes. Ceux-ci ont présenté concession sur concession, acceptant de ne revendiquer que 22 % de la Palestine historique, des miettes qu'Israël se refuse à leur restituer sous n'importe quel prétexte. Pourtant, la résistance des Palestiniens a marqué des points importants ces dernières années, les plus importants étant d'avoir contraint l'État hébreu à se retirer unilatéralement de la Bande de Gaza et de l'empêcher d'y revenir, lors de l'offensive de l'hiver 2008-2009.

L'attitude américano-européenne vis-à-vis de la question de la Palestine prouve, une nouvelle fois, que la mission de ces pays est de consacrer l'hégémonie israélienne sur le monde arabe et de liquider la cause palestinienne. Leur but est aussi d'empêcher tout revers, même moral, pour le projet israélien, dont l'objectif est, actuellement, de consacrer la judaïté d'Israël et le contrôle du Machrek arabe.

Le président Nicolas Sarkozy a évoqué, dans son discours à l'Onu, un rôle supposé de l'Europe. Mais le chef d'État français sait plus que tout autre que ce présumé rôle européen a toujours été, depuis la fin du mandat de Charles de Gaulle, d'appliquer à la lettre les instructions US. Sarkozy sait, aussi, que la Syrie, contre laquelle il complotait actuellement, a tout fait pour encourager cette même Europe à avoir une politique indépendante des États-Unis au Moyen-Orient. Mais en vain. Le Vieux continent se complait dans son rôle peu glorieux de fidèle suiveur et serviteur. Sarkozy sait pertinemment qu'Israël commet tous les jours des dizaines de

crimes contre les Palestiniens, en tuant, en blessant, en arrêtant, en humiliant et en expulsant des militants, en séparant les familles, en découpant les villages, en bâtissant des murs de la honte, en démolissant des maisons, en confisquant des terres, en empêchant le retour de cinq millions de réfugiés depuis 1948... mais il fait semblant de ne rien voir.

La mascarade de New York s'est transformée en tragi-comédie lorsque Nicolas Sarkozy a évoqué un soi-disant rôle européen, alors que tout le monde sait que l'Europe n'a jamais osé s'opposer à la volonté israélienne. Et cette comédie noire, qui se poursuit dans les positions du « Quartet international » et dans le « processus de paix », dans lequel les dirigeants palestiniens se sont fait piéger depuis les accords d'Oslo, ne font que conforter les Palestiniens dans leur conviction que seule la résistance est susceptible de leur rendre leurs droits légitimes.

L'Occident n'a qu'un seul souci, celui d'assurer la protection d'Israël après la fuite des États-Uniens hors d'Irak. Il se partage le pétrole et les eaux du Moyen-Orient et complotte contre le dernier bastion anti-israélien de la région, représenté par la Syrie. Tout cela prouve que l'Occident ne comprend que le langage de la force et que tout ce qui s'appelle « négociations » et « processus de paix » ne sont que supercherie et tromperie.

La tendance au Liban

Le mode de scrutin proportionnel mettra fin à la représentation exclusive des communautés

Le débat politique de fond au Liban s'articule autour de la forme de la prochaine loi électorale, depuis que le gouvernement s'est engagé à élaborer une nouvelle législation basée sur la proportionnelle. Les réactions et prises de positions au sujet de cette question reflètent les intérêts des différentes forces politiques du pays.

Il est clair que le chef du Courant du Futur, Saad Hariri, mène une bataille par procuration contre le projet de la proportionnelle à travers ses alliés chrétiens, Samir Geagea et Amine Gemayel. Ces deux personnalités se sont visiblement engagées à torpiller toute

entente sur cette question lors de la rencontre interchrétienne qui s'est tenue au siège du Patriarcat maronite. Hariri appréhende la proportionnelle car elle risque de lui faire perdre la représentation exclusive de la communauté sunnite, en effet ce mode de scrutin ouvrira la voie à la diversité politique dans chaque communauté religieuse au Liban. Ainsi, les opposants de Saad Hariri à Beyrouth et dans la plaine de la Békaa réussiront à accéder au Parlement alors qu'en ce moment, le mode de scrutin majoritaire lui permet d'écarter tous ses opposants. La proportionnelle permettra au courant centriste sunnite, aujourd'hui représenté par le Premier ministre Najib Mikati et le ministre des Finances Mohammad Safadi, tous deux originaires de la ville de Tripoli, au Liban-Nord, d'opérer une percée significative au sein de la communauté sunnite dans différentes régions du pays.

Samir Geagea et Amine Gemayel ont accepté de jouer les fers de lance dans la bataille contre la proportionnelle car ils semblent connaître mieux que quiconque la réalité des rapports de force au sein de la communauté chrétienne. L'alliance du général Michel Aoun et du député et leader maronite du Liban-Nord, Sleiman Frangié, dispose d'une confortable majorité. Les nouvelles positions adoptées par le Patriarche maronite Mgr Béchara Raï au sujet de la crise en Syrie, de la crainte de voir des régimes extrémistes accéder au pouvoir au Machrek arabe, de la nécessité de préserver les armes de la Résistance au Liban jusqu'au retrait israélien de tous les territoires occupés, rejoignent celles défendues par ces deux chefs politiques et par le président de la République Michel Sleiman. Une telle alliance sur la scène chrétienne ne laissera que peu de chance à MM. Geagea et Gemayel de se constituer des blocs parlementaires significatifs. Sans l'aide de Saad Hariri, qui intègre dans ses listes quelques candidats proches de ces deux personnalités, leur poids politique sur la scène libanaise serait insignifiant. Voilà pourquoi ils s'efforcent de torpiller toute entente interchrétienne sur le mode de la proportionnelle.

Le député Walid Joumblatt a peur de la proportionnelle pour les mêmes raisons que Saad Hariri, car elle permettra à ses rivaux au sein de la communauté druze d'accéder au Parlement sans avoir besoin d'intégrer ses listes, comme le fait l'émir Talal Arslan depuis

1992. L'opposition au leadership de type féodal, exercé par Joumblatt, pourra alors se développer et menacer sérieusement le monopole qu'il exerce sur la communauté druze. De même qu'il libèrera l'électorat chrétien dans ses fiefs d'Aley et du Chouf de son hégémonie et permettra au Courant patriotique libre de Michel Aoun, fortement présent, de faire élire ses candidats.

Mais contrairement à MM. Geagea et Gemayel, Walid Joumblatt a ouvertement exprimé son hostilité au projet de loi électorale basé sur la proportionnelle.

Cependant, il est clair que l'adoption du mode de scrutin proportionnel avec le maintien du système du confessionnalisme politique (c'est-à-dire la répartition sur des bases communautaires des postes politiques dans le pays) présente de sérieux problèmes. La solution réside dans l'adoption du système bicaméral : l'instauration d'un sénat destiné à représenter les différentes communautés et l'élection d'un Parlement non-confessionnel. Ceci constituerait une réforme majeure du système politique libanais, grippé par le confessionnalisme politique qui encourage les doubles allégeances et la corruption.

La tendance en Syrie

« Des oppositions » sous perfusion atlantiste

Les divisions au sein « des oppositions » syriennes ont atteint un degré tellement dramatique que les opposants ont senti le besoin impératif de donner à la journée de mobilisation du 23 septembre le nom du « vendredi de l'unité ». Ces opposants reconnaissent que ces divisions sont provoquées par des luttes de pouvoir et par les ingérences des divers États qui les téléguident et qui ont chacun créé son « comité », « conseil » ou « rassemblement ». Ces structures naissent à un tel rythme que les Syriens ont le tournis et n'arrivent plus à adapter leurs « compteurs de comités ».

La semaine dernière, les scandales liés à l'opposition ont atteint un sommet lorsque Haïtham el-Maleh a prétendu, ouvertement sur les écrans de télévision, qu'il était l'opposant le plus en vue en Syrie. Alors que tout le monde sait qu'il est à l'origine du « Conseil » créé à Istanbul sous le parrainage des services de renseignement turcs

et des Frères musulmans, il a dénigré à partir du Caire ce même conseil. Il a assuré que l'opposition syrienne souffre d'une lutte de pouvoir, tandis qu'un autre opposant, Burhane Ghalioune, a parlé de disputes autour de « la peau de l'ours avant de l'avoir tué ».

Ce même Haïtham el-Maleh a poussé le ridicule à son comble en appelant sur al-Jazeera à une intervention militaire étrangère pour renverser le régime syrien, avant de rejeter sur al-Arabiya toute attaque extérieure, à cause du tollé provoqué par ses précédents propos. Décidément, c'est un bien triste modèle de cohérence, de sérieux, de crédibilité et de patriotisme que proposent au peuple syrien les opposants.

Scandales également du côté des chaînes satellitaires arabes qui pratiquent ouvertement la propagande et la désinformation. Celles-ci continuent de parler de « grandes manifestations », alors que l'Agence France presse a interviewé des opposants sur les raisons de la baisse de la mobilisation. Le 23 septembre, pas plus de 4 000 personnes ont manifesté dans toute la Syrie. Al-Jazeera a ainsi diffusé des images attribuées à des manifestations anti-régime en Syrie, alors que les manifestants portaient des pancartes dénonçant la famine en Somalie. Pressé de montrer des images de manifestants introuvables, le réalisateur a puisé au hasard dans ses archives, ne faisant pas attention que les banderoles permettraient de révéler sa mauvaise plaisanterie.

Toujours sur al-Jazeera, la présentatrice a eu en direct un accrochage avec un « témoin oculaire » qui prétendait parler de la région de Homs. N'arrivant pas à lui arracher ce qu'elle souhaitait sur les « manifestations monstres » et sur « la répression sanglante », elle a haussé le ton contre lui et a interrompu la conversation téléphonique. Un vrai scandale à inscrire dans les annales du « journalisme professionnel ». Autre scandale, les confusions géographiques qui montrent à quel point les chaînes de télévisions manquent de crédibilité. Des localités situées dans un gouvernorat sont présentées comme faisant partie d'une autre région ; des habitants apprennent par les médias que des manifestations géantes se déroulent dans leur village, alors qu'ils n'ont rien vu etc...

Alors que la mobilisation a baissé, les actes terroristes contre la police, les véhicules et les postes militaires se poursuivent, avec les

encouragements des puissances occidentales et de la Turquie. Des armes, de l'argent, du matériel de communication électronique, sont introduits en Syrie illégalement en provenance des pays voisins. Ankara s'est joint aux pays ayant imposé des sanctions contre la Syrie, et a commencé par des actes de piratage contre des navires se dirigeant vers ce pays. Pendant ce temps, les très démocratiques pétromonarchies du Golfe poursuivent leurs pressions politiques et diplomatiques et invitent à un renforcement des sanctions internationales et à un isolement de la Syrie.

Il semble que le plan de déstabilisation de la Syrie, orchestré par les États-Unis et exécuté par la Turquie et les pétromonarchies, va se poursuivre pendant des mois. Mais en parallèle, le pays va continuer à défendre son unité et sa stabilité et à appliquer les réformes politiques mises sur les rails par le président Bachar al-Assad.

Discours et déclarations

Mgr Béchara Raï, Patriarche des chrétiens maronites

« Ce que nous avons dit lors de notre tournée en France sur les craintes qui nous préoccupent, nous l'exprimerons de nouveau partout, parce que ces inquiétudes sont motivées par ce qui se passe dans le monde arabe, notamment en Irak et en Égypte. Nous en sommes arrivés là parce qu'au lieu de nous asseoir courageusement à la table de dialogue, nous avons préféré communiquer à travers les médias, derrière lesquels nous nous réfugions. Il y a des constantes que nous devons transformer en pacte national. Parmi ces constantes, la Résistance, qui poursuit sa lutte pour la souveraineté du Liban, ainsi que le dialogue national et la stratégie de défense en tant que fondement de l'État fort. Tout homme a le droit de vivre dans le respect des libertés publiques et a le droit de réclamer des réformes, mais ce que nous craignons est le passage de régimes de type autoritaire à d'autres qui le sont encore plus. »

Michel Aoun, principal leader chrétien libanais

« Ceux qui souhaitent le renversement du président syrien Bachar

al-Assad vont s'en aller bien avant lui. Le président Assad se déplace dans toutes les régions syriennes. La chute du régime en Syrie n'est dans l'intérêt ni des chrétiens ni des musulmans. Nous avons soutenu les réformes constitutionnelles en vue de la création d'un climat démocratique libre dans ce pays. Nous assistons à une nouvelle tentative de turquisation ou un néo-ottomanisme, sachant que l'empire ottoman s'est effrité après la Seconde Guerre mondiale. Il ne faut pas oublier que ce fut une période sombre pour nous, marquée par la faim, l'esclavage et les persécutions religieuses. La politique ottomane a fini par saboter la coexistence islamo-chrétienne lorsque la Turquie ottomane a mis la main sur les pays arabes en transférant le califat à Istanbul. »

Nabih Berry, président du Parlement libanais

Extraits d'une réponse à Benyamin Netanyahu qui a déclaré que le Liban, contrôlé par le Hezbollah, préside actuellement le Conseil de sécurité des Nations unies

« Que les Nations unies soient fières de la présidence du Conseil de sécurité par ce pays (le Liban) qui a appris au monde l'alphabet, qui est le berceau de la culture, l'école de la démocratie et la source des législations et des droits de l'Homme. Celui qui préside le Conseil de sécurité n'est autre que le Liban où sont tombés des soldats internationaux sous les missiles israéliens ; le Liban qui parle au nom de tous les Arabes pour défendre leur droit à récupérer leurs territoires spoliés. Que Netanyahu et ses alliés le sachent, c'est le Liban résistant, qui a fait échec à l'agression israélienne, qui préside le Conseil de sécurité et qui prendra position avec la justice face à l'injustice que vous incarnez dans ce monde. »

Revue de Presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 22 septembre 2011)

Sateh Noureddine

La réinsertion de la Palestine sur l'agenda international après une longue période de négligence est un exploit important. L'Autorité

palestinienne a su saisir au bon moment le signal provenant de la rue arabe, qui est désormais plus prête que jamais à contribuer à forger la politique étrangère arabe, à œuvrer pour se délester du poids politique et moral de la cause palestinienne, et à voir dans cette cause un test déterminant pour sa capacité à se faire respecter par l'Occident. L'Autorité palestinienne a certainement dû recevoir une inspiration de la part des capitales occidentales qui en ont assez du comportement des Israéliens et de leur gouvernement actuel présidé par Benjamin Netanyahu, qui semble vivre encore à l'époque de Hosni Moubarak et de Zein el-Abidine Ben Ali, et qui refuse de reconnaître le besoin pressant de l'Occident de se réconcilier avec la rue arabe. Il s'agit plus qu'une simple inspiration qui aurait été donnée à l'Autorité palestinienne par certains États-Uniens et Européens qui souhaitent donner une leçon aux Israéliens et leur apprendre comment s'adapter aux bouleversements arabes radicaux. D'autant plus que la rue arabe est en train de reprendre l'initiative et d'imposer sa volonté au monde entier.

As Safir (20 septembre 2011)

Le Moyen-Orient se tient sur un champ gazier qui s'apparente à un baril de poudre, d'autant plus que Chypre a décidé de lancer l'exploration de ces ressources —décision qui a entraîné une riposte rapide de la part de la Turquie—. Le Liban se retrouve au seuil d'un conflit gazier qui menace la sécurité de la région, et probablement celle du monde entier. D'où les grands défis qui se présentent aussi bien au gouvernement qu'au Parlement, le Liban étant invité à se montrer intraitable à l'égard de toute partie pouvant porter atteinte à ses richesses naturelles. D'ailleurs, le gouvernement a bien fait d'adopter la délimitation de la Zone d'exclusivité économique (ZEE). Les démarches à venir sont les suivantes : après publication du décret dans le Journal officiel, l'Onu se verra remettre une copie de la loi libanaise adoptée précédemment, en plus de la décision relative à la délimitation de la ZEE. Ce qui devrait préparer le terrain à de nouvelles négociations avec le gouvernement chypriote, et pousser Chypre à amender l'accord signé avec Israël au détriment du Liban.

As Safir (20 septembre 2011)

Nabil Haïtham

Comment se fait-il que le président Michel Sleiman, qui d'habitude traite les dossiers polémiques avec une extrême prudence, ait soudain décidé de soutenir ouvertement les positions du patriarche maronite Béchara Raï ? Des observateurs voient dans ce positionnement de Sleiman les marques d'un vieux projet, cher au cœur du président depuis son accession au pouvoir : celui de créer une troisième force chrétienne qui viendrait contrebalancer le poids des Forces libanaises et des aounistes, une force sur laquelle Sleiman peut compter pendant et au-delà de son mandat présidentiel, lors des prochaines élections législatives. Le président a dû laisser de côté son projet pendant un certain temps, parce les conditions n'étaient pas propices pour la formation d'une troisième force chrétienne. Aujourd'hui, il semble avoir enfin trouvé le moment opportun, d'autant plus que Saad Hariri livre contre lui une guerre politique, ouvertement et en secret, depuis qu'il a été écarté du pouvoir.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, 23 septembre 2011)

Rajeh Khoury

Le président Barak Obama a mérité les remerciements de Netanyahu pour son discours à l'Onu, qui est tout « à son honneur », selon le Premier ministre israélien. Il est très « honorable » en effet de soutenir l'occupation, de combattre la revendication légitime d'un peuple, de s'opposer à la volonté de 137 États membres des Nations unies, ou de consacrer les doubles critères en appelant le Conseil de sécurité à imposer des sanctions contre la Syrie pour soutenir le peuple syrien, tout en menaçant de saboter ce même Conseil s'il soutient le peuple palestinien et accepte qu'il établisse son État. Obama a ainsi déclaré devant le monde entier que le Conseil de sécurité n'est qu'une serpillère pour la politique états-unienne.

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, par contre, a marqué trois points importants. Il a fait de la cause palestinienne la star de cette session onusienne et lui a permis de remporter un soutien international croissant ; il a démasqué les véritables intentions d'Obama et ses fausses promesses ; il a, enfin, accepté l'idée d'un package-deal qui consisterait à déposer

la demande d'adhésion auprès du Conseil de sécurité, tout en mettant à feu doux les propositions du président Sarkozy pour une solution

An Nahar (21 septembre 2011)

Hiyam Kosseify

Un responsable libanais proche de l'ambassadeur de France, M. Denis Pietton, explique que si l'ambassadeur a modifié sa position au sujet de la visite du Patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, en France, ce fut suite à une décision claire de la part de l'Élysée et non seulement du Quai d'Orsay. Des contacts ont lieu entre le Vatican et l'Arabie saoudite et une visite d'une délégation du Vatican est prévue à Riyad pour limiter les dégâts provoqués par les propos des maronites libanais et leur incidence sur les chrétiens du Golfe. Le Vatican avait prévu que le Patriarche Raï œuvre à l'institutionnalisation de l'Église pour la tenir à l'écart des conflits politiques, mais sept mois plus tard, Bkerké se retrouve au cœur de ces conflits, ce qui se fera certainement sentir lors de la prochaine tournée américaine du Patriarche.

An Nahar (20 septembre 2011)

Ali Hamadé

La couverture politique assurée par Michel Sleiman ou par Najib Mikati au patriarche maronite Béchara Raï ne suffit pas pour apaiser la polémique suscitée par les déclarations du prélat en France, car c'est l'opinion publique qui compte. Il est regrettable que lors de sa récente visite à Baalbeck, « dans la République du Hezbollah », le patriarche se soit obstiné à jeter le blâme sur les médias, qu'il accuse d'avoir rapporté ses propos de façon tronquée, mais sans pour autant clarifier ses positions. Mgr Raï doit exprimer clairement devant l'opinion publique ses positions sur deux points : le dossier syrien et sa vision du rôle des chrétiens en Orient : doivent-ils soutenir les régimes totalitaires si ces derniers leur garantissent une présence physique en Orient, ou sont-ils porteurs d'un message de liberté et de dignité humaine dans la région ; le dossier des armes du Hezbollah que Raï a lié, pour des motifs confessionnels, au retour des Palestiniens à leur terre.

Livrer le pays au Hezbollah et à l'Iran permettrait-il de vivre en paix et en sécurité, en repoussant le danger sunnite ? Si c'est l'avis

du patriarche, qu'il dise alors clairement qu'il s'aligne sur l'axe chiïto-alaouite pour contrebalancer la présumée prédominance sunnite dans le Machrek arabe.

An-Nahar (20 septembre 2011)

Rosanna Bou Mounsef

Le Liban prend parti de manière flagrante pour le régime syrien bien que ses responsables aient déclaré qu'il se gardait de toute ingérence dans les affaires intérieures syriennes. Peu avant de quitter le Liban à destination de New York dans le cadre de la délégation officielle libanaise, le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, a exprimé ce parti pris en affirmant que le Liban rejettera toute résolution du Conseil de sécurité à l'encontre du régime syrien. De telles déclarations, faites avant le déplacement du président de la République et du Premier ministre à New York, seront une source d'embarras pour l'un et l'autre lorsqu'ils s'exprimeront sur le dossier syrien.

Al-Akhbar (Quotidien proche de la nouvelle majorité, 23 septembre 2011)

Mohammad Bdeir

Les Israéliens ont trois craintes principales au sujet de la reconnaissance par les Nations unies d'un État palestinien. D'abord, ils redoutent le déclenchement d'une troisième intifada inspirée des révoltes arabes, qui serait plus violente que les deux précédentes, avec la possible entrée en jeu de certaines tierces parties. Ils craignent que les Palestiniens n'exercent en pratique des activités qui consacrent le principe de souveraineté sur leur espace terrestre, aérien et maritime, notamment grâce à leur adhésion à de nombreuses organisations et conventions internationales. Enfin, ils craignent, surtout, d'être poursuivis par les Palestiniens devant la Cour pénale internationale.

Al-Akhbar (19 septembre 2011)

Nicolas Nassif

Le président français Nicolas Sarkozy a condamné devant le Patriarche maronite Béchara Raï le dernier attentat contre le contingent français de la Finul. Il a affirmé que son pays reverrait sa position sur la présence de cette force au Liban-Sud si une

communauté ou un parti tentait de contrôler le Liban, et en particulier les parties qualifiées par Sarkozy d'« extrémistes ». La France reverrait sa position non seulement sur la présence de la Finul, mais sur la situation au Liban en général. Il a affirmé d'un ton qui dénotait son mécontentement : « Vous êtes un pays amis, nous sommes allés à l'aide d'un pays ami. Il est inacceptable que nous soyons traités ainsi. Cela nous rend disposés à partir ». Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a exprimé un avis différent autour de la même question : « Un retrait de la Finul du Liban serait une catastrophe », a-t-il affirmé.

Le président Sarkozy a fait assumer au Hezbollah, qu'il évoquait toujours de manière négative, une responsabilité directe dans ce qui s'est passé avec le contingent français. « Lorsque ce parti renoncera à ses armes nous nous ouvrirons à lui », a-t-il affirmé.

Ad Diyar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 23 septembre 2011)

Selon l'un des membres de la délégation ayant accompagné le Patriarche maronite Béchara Raï à Paris, le président français Nicolas Sarkozy a dit au patriarche : « Comme les chrétiens ne sont plus qu'1,3 million au Liban et 1,5 million en Syrie, pourquoi ne viendraient-ils pas vivre en Europe, d'autant plus que deux millions de chrétiens irakiens ont déjà été accueillis en Europe ? » Le président Sarkozy a expliqué au prélat maronite qu'au regard du choc entre les civilisations, notamment le conflit islamo-chrétien, il n'y avait pas de place pour les chrétiens dans le Machrek arabe, et il serait préférable qu'ils se rendent dans les 27 pays de l'Union européenne. Stupéfait d'entendre de tels propos, le patriarche a demandé à Sarkozy : « Comment serait-ce possible ? » Sarkozy a alors saisi un papier faisant état d'informations qui indiquent que plus de 3 millions de chrétiens ont quitté le Liban ces 20 dernières années, et que de nombreux problèmes s'annoncent au Moyen-Orient.

Ad Diyar (21 septembre 2011)

Radouane El-Zib

Les changements exceptionnels au Moyen-Orient annoncent une nouvelle étape coloniale : mainmise sur les ressources, nouvelle carte pour la région. L'un des éléments-clés de ce projet est le

règne des majorités dans les pays de la région. Michel Sleiman sera-t-il le dernier président maronite au Liban ? Pour atteindre leur objectif, les pays occidentaux comptent soutenir ceux qui représentent à leurs yeux « l'Islam modéré », contre « l'Islam radical ». Les chrétiens seront la principale victime de ce remodelage de la région.

C'est cette crainte pour le sort des chrétiens que le Patriarche Raï a transmise à Paris. Il a cependant constaté que la France ne veut plus jouer le rôle de la « tendre mère » des maronites et des chrétiens du Liban. C'est ce que le président Sarkozy a dit clairement, tout en soulignant que la France veut des relations distinguées avec toutes les parties libanaises. Sarkozy a violemment critiqué Bachar al-Assad, et lorsque le Patriarche a exprimé ses craintes quant au sort des chrétiens et la montée de l'extrémisme, le président français a consulté sa montre à plusieurs reprises, comme pour suggérer qu'il n'a pas le temps et qu'il n'est pas d'accord avec ce que dit Raï.

Des sources qui ont visité Paris notent un changement radical dans la position française sur les développements dans la région. « Mon sentiment est que les Français vendent les chrétiens et n'importe qui pour un baril de pétrole », commente une source qui estime que la France veut reproduire le « sentiment de victoire » en Libye en contrôlant les pays du bassin méditerranéen. Pour ce faire, elle doit affronter l'Iran d'abord et la Turquie ensuite. Les États-Unis, eux, soutiennent fermement la Turquie pour faire face à l'Iran et aux visées françaises. Selon certaines sources, le patriarche a remarqué que le point central qui importe les responsables français est la chute du régime syrien, parce que la Syrie est le principal obstacle au projet de morcellement de la région. Les mêmes sources ajoutent que Mgr Raï a informé le Vatican du bilan de sa visite en France et lui a transmis ses craintes et appréhensions.

Ad-Diyar (19 septembre 2011)

Johnny Mnayyar

Selon des sources diplomatiques européennes, une partie importante de l'administration française partage les craintes du Patriarche maronite Béchara Raï et approuve ses propos. Le projet de morcellement du Moyen-Orient et la naissance de mini-entités

confessionnelles qui croiseront le fer sont une question sérieuse, et il y a malheureusement de fortes chances de voir ce scénario se matérialiser. Cette partie de l'administration française sait bien que le président Nicolas Sarkozy pourrait quitter l'Élysée prochainement, alors que le Moyen-Orient, lui, restera avec ses dangers, ses drames et ses terrifiants méandres.

Al-Joumhouriya (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Charles Jabbour (21 septembre 2011)

Le fameux manifeste de Bkerké, lancé le 20 septembre 2000, a enclenché une vaste dynamique intérieure qui s'est recoupée avec un contexte arabo-international favorable pour mener au retrait de l'armée syrienne du Liban. Toute la stratégie syrienne était basée sur le principe de diviser pour régner. L'appel du patriarcat maronite y a mis un terme. Les Libanais se sont entretués dans le passé car certains semaient les germes de la discorde entre eux. Le Hezbollah a hérité de ces germes et s'en servirait dans le cadre d'une tentative désespérée de saper le partenariat national qui a sorti la Syrie du Liban, afin de réinstaurer un climat de dissensions confessionnelles qui, seul, permettra à son projet de rester en vie. Mais l'unité des Libanais, qui a redonné au Liban son indépendance, lui redonnera tôt ou tard sa souveraineté en ôtant au Hezbollah ses armes iraniennes.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone, proche du 14-Mars, édition du 21 septembre 2011)

Le Patriarche maronite Béchara Raï a participé à Balamand à un sommet religieux avec le Patriarche Grec-orthodoxe Ignace IV Hazim. Le sommet a duré une heure et demie, au terme duquel un communiqué conjoint a été publié. Le texte précise que les discussions ont porté sur des sujets « qui intéressent les deux communautés grecque-orthodoxe et maronite » et que NN.SS. Hazim et Raï ont tous deux mis l'accent sur « un accroissement des efforts devant renforcer leur coopération ». Ils ont également insisté sur « la solidarité islamo-chrétienne dans les affaires nationales et humaines » et passé en revue la situation dans le monde arabe, précisant que les deux chefs religieux estiment que les chrétiens, de manière générale, considèrent que « l'État qui tient compte de la citoyenneté, des obligations et des droits égaux,

représente une véritable garantie pour un avenir prometteur et prospère, permettant à tout le monde de vivre en toute liberté et dignité, sans discrimination religieuse ou confessionnelle ». Jugeant nécessaire que les chrétiens « plaident auprès des instances internationales les causes nationales et arabes légitimes, telles que la cause palestinienne », les deux prélats ont mis l'accent sur le rôle historique des chrétiens dans la région. Ils ont ensuite rejeté le principe « de la protection d'une partie, quel que soit le protecteur ». « L'État fondé sur la justice et l'équité peut, seul, protéger toutes les composantes d'un pays », ont-ils indiqué, avant de mettre l'accent sur l'importance du dialogue national en vue de « réaliser une justice sociale, de parvenir à une vie digne et d'éloigner le spectre de la discorde et des conflits civils et communautaires ».

Al Balad (Quotidien libanais indépendant, 21 septembre 2011)

Elias Khattar

Deux déceptions sont restées en travers de la gorge du président français. Deux déceptions qui pourraient probablement pousser la France à revoir sa politique chiraquienne envers le Liban, même si une source diplomatique française assure à Al Balad que « l'histoire s'arrête là » et que « rien ne changera dans les considérations françaises envers le Liban ». Deux déceptions qui en entraînent une autre chez le patriarche maronite, déçu d'une prise de position que ne reflétaient pourtant pas les visages des responsables français rencontrés pendant sa visite à Paris (...) Nombreux sont ceux qui voient aujourd'hui dans les politiques du président Nicolas Sarkozy la réplique exacte du positionnement chiraquien envers le Liban, s'agissant en particulier de l'appui au 14-Mars. D'autres y ripostent en arguant de la continuité du pouvoir en France et dans de nombreux autres pays, contrairement à ce qu'il en est au Liban. Explication d'une source diplomatique française : « Cette approche est liée à notre politique étrangère qui n'appuie pas une partie aux dépens de l'autre mais plutôt la justice internationale et le renforcement du rôle des institutions. De telles prises de position conviennent à certains courants et partis mais pas à d'autres ».

La France cherche-t-elle à épargner au Liban les retombées des crises environnantes, notamment de la crise syrienne ? Interrogée à

ce propos, la même source diplomatique reconnaît la complexité de la question, et ajoute : « Il est bien connu que la France est engagée en faveur de l'appui à la sécurité et à la stabilité du Liban. En revanche, nous ne pouvons que soutenir l'aspiration du peuple syrien à respirer à travers son mouvement de contestation. Il ne faut pas réprimer de tels mouvements qui revendiquent plus de démocratie et de liberté. Ce qui se passe aujourd'hui en Syrie est inacceptable ».

D'aucuns craignent aujourd'hui que l'Élysée ne prenne une décision lourde de conséquences pour le Liban, comme le prétendu réexamen de la participation française à la Finul ou de l'assistance financière et militaire au Liban. D'autant plus que la France estime avoir reçu plusieurs camouflets : les prises de position du patriarche, l'inquiétude quant à la position du gouvernement libanais au sujet du TSL et de son financement, l'agression sanglante contre le contingent français de la Finul. D'autres, face à de telles craintes, minimisent l'importance du rôle de la France et n'y voient qu'une perpétuation de la ligne chiraquienne d'appui à un camp déterminé contre l'autre.

Al-Anbaa (Quotidien Koweïtien, 20 septembre 2011)

Le Patriarche maronite Béchara Raï aurait exigé de l'ambassadeur de France, Denis Pietton, qu'il lui présente des excuses avant de le rencontrer. Des sources du Patriarcat maronite ont ainsi indiqué que le chef de l'Église maronite refuse d'accorder tout rendez-vous à M. Pietton avant que ce dernier lui présente des excuses.

Toujours selon ces sources, Mgr Raï n'a pas apprécié les dernières déclarations de l'ambassadeur qui a critiqué ses propos. En effet, lors de sa tournée en France, le Patriarche avait légitimé les armes de la Résistance face à Israël jusqu'à la libération de toutes les terres libanaises et avait exprimé également ses craintes face à un changement de régime en Syrie et une probable prise du pouvoir par les Frères musulmans. « Mgr Raï veut des explications claires sur l'attitude de M. Pietton et sur le mécontentement de l'Élysée qui, à son tour, a demandé à son ambassadeur de se rendre le plus vite possible auprès de sa Béatitudo pour éclaircir la position officielle du Patriarcat », à indiqué la source.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News (Liban)

Source : « L'Occident ne comprend que le langage de la force », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 27 septembre 2011, www.voltairenet.org/a171531